

*Besançon, le samedi 22 septembre 2018*

## **Discours d'introduction à la marche pour la paix**

Patrice Salzenstein

Mouvement de la Paix, Comité du Doubs, Besançon

« Bienvenue à cette marche pour la paix, la quatrième marche pour la paix consécutive à Besançon !

Elle s'inscrit dans la célébration de la journée internationale pour la paix, célébrée sous l'égide de l'ONU dans le monde entier, le 21 septembre. Pour mémoire, cette journée a d'abord été instituée par la résolution numéro 36/67 de l'assemblée générale des Nations Unies en 1982 pour promouvoir la paix dans le monde. Le 21 septembre a ensuite été choisi comme date de la journée annuelle de non-violence et de cessez-le-feu par la résolution numéro 55/282 en 2001.

L'an dernier, l'accent a été mis sur le vivre-ensemble pour la paix, respect et dignité pour tous avec un discours d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, car, en temps d'insécurité, ce sont les groupes dont la différence est visible qui sont pris pour cible et rendus responsables. Décliné à la France, les personnes potentiellement rendus bouc émissaires sont les nomades et gens du voyage, les personnes de couleurs et les étrangers.

Cette année, deux thèmes forts :

Après l'attribution du prix Nobel de la Paix à la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) dont fait partie le mouvement de la paix :

1/ Nous demandons la ratification du traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) par la France. Ce traité a été voté en juillet 2017 à l'ONU par 122 pays membres de l'ONU, et déjà signé par 60 pays.

2/ Nous clamons notre opposition à la loi de programmation militaire 2019-2025 qui consacre avec 294 milliards d'euros, une augmentation du budget des armées de 34 à 44 milliards d'euros par an en l'amenant à 2% du PIB de notre pays, soit la plus forte hausse pour les dépenses militaires.

En particulier, je cite, « le coût de la dissuasion nucléaire va doubler pour atteindre 6 milliards d'euros par an à l'horizon 2030 », dit le journal Le Monde du 26 septembre 2016.

Ces armes nucléaires sont illégales, dangereuses, coûteuses, militairement inutiles, éthiquement inadmissibles. Toutes les autres armes de destruction massive sont interdites. Il y a urgence à ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires.

Pour l'instant, la présidence d'Emmanuel Macron continue hélas et amplifie la politique visant à améliorer et perfectionner ces armes de destruction massive sans prendre la mesure de l'événement que constitue l'adoption du traité d'interdiction des armes nucléaires par l'ONU (sans les neuf pays possesseurs de l'arme nucléaire<sup>1</sup>, ni les membres de l'OTAN).

Macron n'a tout simplement pas compris le changement majeur dans la stratégie des mouvements pacifistes à l'échelle internationale.

En effet, les pacifistes ont pendant longtemps fait pression sur les pays possesseurs de l'arme nucléaire pour qu'ils réduisent leurs stocks pensant parvenir ainsi à l'éradication complète de ces armes de destruction massive. Ceci s'est traduit par plusieurs traités de réduction du nombre d'ogives nucléaires principalement entre l'Union Soviétique devenue Fédération de Russie et les États Unis d'Amérique<sup>2</sup>, et le renoncement à la possession de l'arme nucléaire par trois pays, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan<sup>3</sup>.

---

1 *USA, Russie, Royaume Uni, France, Chine, Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord.*

2 *Il s'agit principalement de la série des traités START de réduction des armes stratégiques (de 1991 à 1997).*

3 *L'Ukraine a possédé jusqu'à 4000 ogives nucléaires, et accepté de se défaire de son stock en signant le mémorandum de Budapest le 5 décembre 1994. Outre ces trois pays mentionnés qui ont renoncé à l'arme nucléaire alors qu'ils possédaient des arsenaux conséquents à la disparition de l'Union Soviétique, on peut aussi évoquer le*

En 2017, la campagne ICAN a abouti au vote du traité d'interdiction des armes nucléaires.

Plutôt que de convaincre les dirigeants des neuf pays qui possèdent l'arme nucléaire de seulement réduire leurs stocks, c'est la communauté internationale toute entière qui mettra au ban les pays promoteurs de ces armes de destruction massive.

Il y a un précédent avec la France. Notre pays qui n'avait pas signé le traité d'interdiction des essais nucléaires atmosphériques connu en anglais comme *Partial Test Ban Treaty*, en 1963, a dû renoncer à pratiquer ses essais atmosphériques (en Algérie et à Mururoa) par crainte de procès internationaux.

La stratégie pacifiste est dorénavant placée à l'échelle globale pour contraindre nos dirigeants et notre gouvernement à renoncer à l'arme nucléaire.

Ce combat est populaire. En juillet 2018, le résultat d'un sondage IFOP pour le Mouvement de la Paix et le quotidien La Croix<sup>4</sup> [1] a montré que 67% des Français demandent à la France de ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires.

La France doit officielle doit cesser de financer des armes de destruction massive qui menacent notre planète et constitueraient le pire crime contre l'Humanité en cas d'utilisation accidentelle ou non.

Une question. La France s'apprêterait-elle à violer le traité de l'espace qui interdit la militarisation de l'espace ? On peut être inquiet<sup>5</sup> alors que la ministre des armées voudrait le justifier après une prétendue accusation d'espionnage des données d'un satellite de renseignement militaire français ? La France est-elle en train d'emboîter le pas aux USA qui viennent de créer leur sixième corps d'armée consacré à la militarisation de l'espace ?

Ce gouvernement et cette présidence semblent mal avisés et mal conseillés.

Faisons de la France un leader mondial de la Paix et de la résolution des conflits par le dialogue et la diplomatie ! Redonnons à la France sa place de pays des Lumières avec une politique pacifiste qui serve d'exemple au monde !

Je vous remercie de votre attention. »

Références :

[1] Les Français contre le nucléaire militaire, La Croix, 5 Juillet 2018

<https://www.la-croix.com/France/Securite/Francais-contre-nucleaire-militaire-2018-07-04-1200952564>

[2] La France se prépare à mener la guerre dans l'espace, Les Échos, 10 Septembre 2018

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/0302224064372-la-france-devoile-les-axes-de-sa-strategie-spatiale-militaire-2203374.php>

---

*cas de la Suisse et de la Suède qui bien qu'elles disposaient de la technologie ont renoncé par elles-mêmes dans les années soixante. Le Brésil et l'Argentine ont abandonné leur programme nucléaire militaire à la chute des dictatures. L'Afrique du Sud a produit sa première bombe nucléaire en novembre 1979, et possédait jusqu'à 7 têtes nucléaires avant d'y renoncer et de les démanteler sous l'impulsion du président De Klerk élu en 1989 et enfin de ratifier le Traité de non prolifération (TNP) le 10 juillet 1991. Ceci n'a été révélé que le 24 mars 1993 lors de l'accession officielle au TNP. Il a été souligné qu'il n'aurait pas été possible de mettre un terme à l'isolement de ce pays en conservant l'arme nucléaire. Les Soviétiques savaient depuis 1977 que l'Afrique du Sud avait procédé à des essais nucléaires souterrains dans le désert du Kalahari, les USA depuis septembre 1979 par la détection d'un signal attribué à un essai nucléaire.*

4 Montrer le journal La Croix du jeudi 5 juillet 2018 avec la Une « [Les Français rejettent l'arme nucléaire](#) » en parlant.

5 Montrer la Une du quotidien Les Échos du lundi 10 septembre 2018 « [La France se prépare à mener la guerre dans l'espace](#) »